



**Mission d'accompagnement au projet  
stratégique CCI FORMATION**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU  
MAINE ET LOIRE**

**8 Bd du Roi René, 49100 Angers**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**



## Table des matières

<b>1. CONTEXTE – OBJET DU MARCHE- INFORMATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>2. PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS.....</b>	<b>6</b>
<b>3. METHODOLOGIE – EXPERTISES ET COMPETENCES ATTENDUES.....</b>	<b>11</b>
<b>4. AUTRES CONDITIONS D’EXECUTION .....</b>	<b>12</b>
<b>5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
<b>6. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>17</b>
<b>7. DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>17</b>
<b>8. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX .....</b>	<b>18</b>
<b>9. REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>19</b>
<b>10. MODIFICATIONS - CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>20</b>
<b>11. PENALITES .....</b>	<b>21</b>
<b>12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</b>	<b>21</b>
<b>13. FORCE MAJEURE - CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES .....</b>	<b>21</b>
<b>14. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....</b>	<b>22</b>
<b>15. SOUS TRAITANCE .....</b>	<b>22</b>
<b>16. DONNEES PERSONNELLES.....</b>	<b>23</b>
<b>17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....</b>	<b>24</b>
<b>18. MISE EN DEMEURE - RESILIATION.....</b>	<b>24</b>
<b>19. LITIGES- LANGUES.....</b>	<b>25</b>
<b>20. DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE.....</b>	<b>25</b>



## CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### 1. CONTEXTE – OBJET DU MARCHÉ- INFORMATIONS

#### 1.1 Contexte – présentation de la CCI DE MAINE ET LOIRE- PRESENTATION DU PROJET

La CCI de Maine-et-Loire est l'interlocutrice privilégiée de près de 41 000 entreprises de l'industrie, du commerce et des services ; la gouvernance politique de la CCI s'appuie sur une Assemblée Générale (50 membres élus et 25 membres associés), un Bureau (10 membres), des commissions thématiques et des conseils territoriaux (au nombre de 6), avec une présence de proximité sur Angers, Cholet et Saumur sur 3 Campus et le siège social.

<https://www.paysdelaloire.cci.fr/maine-et-loire>

La gouvernance :

<https://www.paysdelaloire.cci.fr/maine-et-loire/nous-connaître/notre-organisation>

Notre organisation :

[https://www.paysdelaloire.cci.fr/sites/default/files/files/organigramme\\_des\\_services\\_cci49\\_2025.pdf](https://www.paysdelaloire.cci.fr/sites/default/files/files/organigramme_des_services_cci49_2025.pdf)

**Les grandes orientations**

Ensemble, accélérons la transformation de nos entreprises !

Avec les 50 membres élus, 25 membres associés et les collaborateurs, nous avons bâti ce plan stratégique en déclinaison de notre plan national, illustration de notre volonté d'être un réseau fort et solidaire.

**Nous agissons autour de 5 thématiques pour avoir une CCI :**

- ✓ Au centre des transitions écologiques et énergétiques
- ✓ Inspirante sur la digitalisation de l'économie : du commerce phigital à l'industrie du futur en intégrant les enjeux de l'intelligence artificielle, de la Data ou encore de la Cybersécurité.

Renforçons notre travail en coopération avec les toutes les forces économiques, consulaires et politiques.

Partenaire indispensable des entreprises et du territoire en renforçant les liens de proximité avec les collectivités et les entrepreneurs.

Encore plus forte sur la formation pour répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises, à travers la valorisation de l'apprentissage

Facilitant l'accès aux financements pour mobiliser les outils qui leurs sont adaptés.

Feuille de route de la mandature CCI49 2021-2026

➤ La CCI de Maine et Loire est labellisée LUCIE depuis 2017. Cette démarche vise à entreprendre des plans d'actions en matière de RSE. La CCI est à la veille de renouveler cet engagement en ambitionnant d'aller vers le nouveau référentiel Lucie ESG aligné sur les exigences CSRD sur le dernier semestre 2025. **Au niveau du réseau national des CCI**, le plan stratégique 2021-2026 repositionne l'orientation et la formation dans ses orientations majeures. Il place l'accompagnement des entreprises aux transitions (énergétique, écologique, numérique et RH), au cœur de son offre de service dans une logique de continuum entre les offres conseils, accompagnement et formation. L'enjeu étant de former et d'accompagner les entreprises et leurs salariés, mais également les jeunes en formation initiale dans une logique éducative et de sensibilisation afin qu'ils deviennent des professionnels et citoyens avertis et engagés dans ces profondes évolutions et de les fidéliser.



## Concernant la formation

La loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 a profondément modifié le mode de gouvernance de la formation professionnelle mais aussi interrogé le modèle pédagogique et de financement des Organismes de formation.

De plus, la libéralisation du marché de la formation a permis de développer fortement l'offre et les dispositifs au service des jeunes, des individus et des entreprises ; le tout dans un contexte fort d'enjeux écologiques et sociétaux.

*« Dans un contexte de fortes mutations, la CCI de Maine et Loire réaffirme son rôle d'opérateur global Orientation-Formation tout au long de la vie afin de renforcer les réponses aux entreprises et aux territoires.*

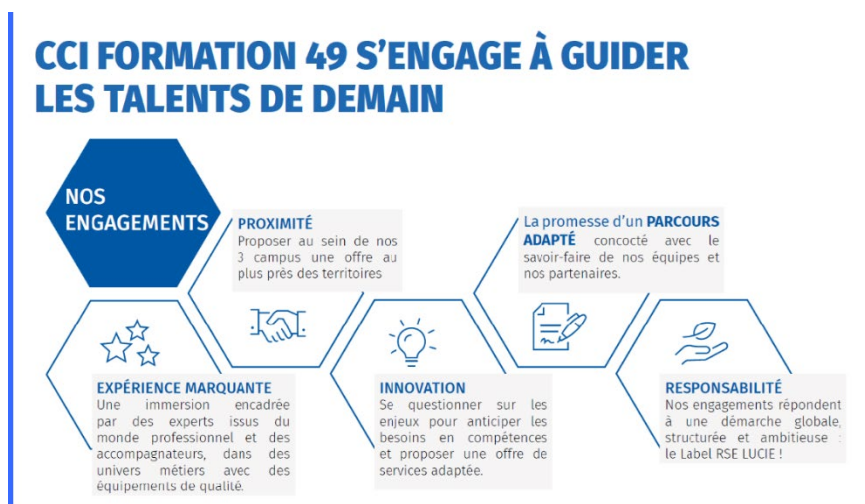
*Notre ambition est de faire de l'orientation et de la formation un véritable levier, pour :*

- Anticiper et répondre aux besoins en compétences
- Contribuer au développement des entreprises et des territoires
- Faire face aux transformations sociétales, environnementales et économiques

*Catherine Dagorn, Vice-Présidente de la CCI de Maine-et-Loire et pilote de la commission « Formation et recrutement »*

La CCI de Maine-et-Loire forme ainsi chaque année près de 3 900 alternants et 4 300 stagiaires en formation continue sur ses 3 Campus de formation : le Centre Pierre Cointreau sur Angers, Eurespace Formation à Cholet et l'Espace de Formation du Saumurois.

La CCI ambitionne d'apporter le plus haut niveau de satisfaction à ses nouveaux clients comme à ceux les plus fidèles, aux individus qu'elle accompagne comme aux entreprises qu'elle conseille.



## Des formations en alternance

Du CAP au Bac+ 5, validant un diplôme, un titre ou une certification, en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation sur 17 filières métiers pour répondre aux besoins des entreprises et préparer les professionnels de demain dans les domaines suivants : Administration/Gestion/Ressources Humaines - Banque Assurance - Bijouterie - Coiffure - Énergie/Industrie - Informatique Numérique- Logistique - Maçonnerie - Maintenance des véhicules automobiles - Menuiserie Bois/Alu/PVC - Optique - Peinture - Pharmacie - Services à la Personne - Tourisme, café, hôtellerie, restauration - Vente commerce.



### ***En matière de formation continue***

Nous proposons plus de 200 formations favorisant le développement des compétences des collaborateurs d'entreprises ou des demandeurs d'emploi.

Plus de 70 formations certifiantes, éligibles au Compte Personnel de Formation (CPF), sont également accessibles à l'ensemble des actifs.

### ***Des formations qualifiantes***

Adaptées aux besoins des entreprises du territoire favorisant le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et des publics spécifiques (RSA, migrants...).

Notre Organisme de Formation est également engagé dans la démarche régionale d'accueil et d'intégration des personnes en situation de Handicap et signataire de la Charte avec le Conseil Régional des Pays de la Loire et l'Agefiph.

De plus CCI Formation est certifié QUALIOPi pour l'ensemble de ses actions de développement des compétences : de la formation continue à la formation initiale, en apprentissage (du CAP au Bac+5), pour la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et le Bilan de compétences.

Engagées dans une recherche constante de progrès et d'innovation, les équipes pédagogiques œuvrent avec la volonté constante d'adapter notre offre aux besoins des clients.

<https://www.cciformation49.fr/>

<https://formation.paysdelaloire.cci.fr/>

➤ En 2016, dans le cadre de l'élaboration de la convention portant création du CFA 2016/2021 avec le Conseil Régional des Pays de la Loire et de la mandature CCI49, le CFA a mis en œuvre une véritable démarche collaborative, accompagnée par un consultant extérieur, qui a permis de structurer un projet stratégique pour le CFA 2017-2021 réaffirmant notre ADN, notre ambition et nos valeurs.

En 2017, la CCI de Maine et Loire a agrégé l'apprentissage avec la formation qualifiante et continue à travers un seul et même Organisme de Formation, dans la perspective de la Loi « Pour la Liberté de Choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018.

Depuis, le contexte formation a profondément évolué dans le cadre de la loi avenir, ainsi que le contexte des entreprises et **CCI Formation a adapté son organisation et son offre de service avec plusieurs chantiers majeurs :**

- ✓ Sécuration de la **certification QUALIOPi**, dans le cadre de l'animation d'une dynamique d'amélioration continue et de performance sur l'ensemble du périmètre formation
- ✓ Poursuite de la structuration du **modèle économique du CFA**, dans un questionnement national autour de la pérennité du modèle financier global, et avec la recherche de financements complémentaires et mise en place d'un outil de monitoring
- ✓ **Evolution de l'offre de formation** intégrant de nouveaux titres et certifications répondant à tous les dispositifs : apprentissage, formation professionnelle, CPF, Pro A, VAE inversée, AFEST...dans une logique de parcours et de mixage de dispositifs et de financements Et répondant aux nouveaux métiers et nouvelles compétences attendus dans les entreprises (transitions numérique, écologique, sociétale)
- ✓ Renforcement de l'adaptation et de **l'agilité du modèle pédagogique** intégrant désormais la multimodalité (individualisation des parcours et des apprentissages - entrées et sorties permanentes – modularisation – certifications - FOAD, AFEST), avec l'appui du Pôle Ingénierie Pédagogique Innovation et Numérique départemental et la cellule innovation de CCI Formation
- ✓ Poursuite de **l'évolution de l'organisation administrative**



- ✓ Enfin, **renforcement des démarches de commercialisation des formations** afin d'asseoir le positionnement de CCI Formation dans un environnement désormais fortement concurrentiel et dans une logique de complétude (FI, FC, FQ) s'adressant à différentes cibles jeunes, demandeurs d'emploi, entreprises, salariés d'entreprises, individuels

La période est donc l'opportunité pour la gouvernance de la CCI et tout particulièrement les équipes de la Direction Formation, d'une manière plus élargie, de questionner le projet et d'engager une démarche prospective à l'aune de 2035 ; ceci afin de construire une nouvelle feuille de route et le projet stratégique CCI Formation 2025-2035 en associant largement ses parties prenantes, afin de faire converger les démarches et les inscrire en continuité.

C'est aussi une exigence pour notre Organisme de Formation, dans un environnement particulièrement concurrentiel, avec une démographie en baisse, un impératif écologique et un financement de la formation professionnelle sous contrainte.... pour asseoir notre positionnement et questionner notre structuration et notre organisation.

La formation restant un enjeu central car un véritable levier stratégique de compétitivité et de transition pour les entreprises et un projet stratégique CCI Formation qui permettra d'alimenter le projet politique du prochain mandat CCI de Maine et Loire.

### **1.2 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'accompagnement au projet stratégique ci-dessus exposé, pour la CCI de Maine et Loire.

### **1.3 Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11-2° du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **1.4 Procédure – technique d'achat**

Le présent marché est passé sous la procédure avec négociation, en application des articles R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique

### **1.5 Pouvoir adjudicateur**

CCI de Maine et Loire  
8 boulevard du Roi René  
BP 60626  
49006 ANGERS

**Signataire du marché public** : M. Matthieu BILLIARD  
Président de la CCI de Maine et Loire

## **2. PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS**

### **2.1 Prestations attendues**

Les prestations du marché comprennent les étapes listées ci-dessous.



## ■ Etape 1 - Lancement et cadrage du projet

- Réunion de cadrage avec les Elus, le CODIR et le COMEX formation

Le titulaire est chargé de l'organisation, de l'animation et des restitutions de cette étape.

La CCI de MAINE ET LOIRE indiquera au titulaire du marché, lors de la réunion de lancement du marché, les modalités de mise en œuvre de cette étape, et adressera à cette occasion les coordonnées utiles au titulaire pour l'exécution de cette étape.

- Constitution d'un groupe de pilotage, composé de représentants des différentes parties prenantes et des groupes projets et personnes à interviewer

Le titulaire déterminera les profils à introduire dans le groupe de pilotage, en précisant le rôle et les livrables attendus de chacun de ces profils.

Il disposera pour cela d'un **délai de 5 jours ouvrés** à partir de la date de la réunion de lancement, y compris la transmission de constitution de la proposition du groupe de pilotage à la CCI de Maine et Loire.

La CCI de Maine et Loire notifiera son accord **sous 5 jours ouvrés** à partir de la date de réception de la proposition par le titulaire.

⇒ **Pour chacune de ces étapes**, le titulaire est engagé sur la production des livrables intermédiaires relatifs à :

- La restitution des échanges
- L'analyse des éléments
- Les préconisations d'actions pour les étapes suivantes

Ces livrables sont fournis à la CCI de Maine et Loire dans un **délai de 10 jours ouvrés**.

## ■ Etape 2 - Diagnostic partagé

- Entretiens individuels et focus groupes avec les managers, les élus, les partenaires stratégiques et les financeurs

La CCI de Maine et Loire mettra à disposition du titulaire les moyens nécessaires et sera facilitatrice de l'implication des parties prenantes en interne pour permettre au titulaire d'installer des entretiens pertinents ; il fournira également au titulaire tous documents permettant d'alimenter, en complément le diagnostic partagé.

Le titulaire est chargé d'organiser les rendez-vous, d'établir la grille d'entretien éventuelle, qu'il soumettra à la CCI de Maine et Loire **au plus tard 5 jours ouvrés** avant le début des interviews pour validation de sa part.

- Enquête ou consultation numérique pour les parties prenantes externes

L'objectif de cette consultation est de recueillir les attentes et propositions des entreprises/partenaires et des financeurs.

Il est possible de prévoir une consultation large des parties prenantes internes pour alimenter cette enquête, ainsi que d'étudier l'opportunité de s'appuyer sur les baromètres et consultations existantes.



Le titulaire favorisera les outils numériques et innovants pour assurer un ratio de retours pertinent (% des répondants / nombre de personnes interrogées), qu'il soumettra à la CCI. Le titulaire adressera le projet d'enquête à la CCI de Maine et Loire **au plus tard 5 jours ouvrés avant sa diffusion**.

■ Apport d'expertise - Regards croisés- Rapport d'étonnement

Le titulaire fera bénéficier la CCI de Maine et Loire de son expertise. A ce titre, il mettra en œuvre les moyens nécessaires (humains, matériels) pour accompagner la CCI de Maine et Loire dans le cadre de ce marché, sur un niveau qualitatif supérieur. Son regard extérieur doit être critique et constructif.

Le titulaire est donc autorisé à produire tout rapport d'étonnement ou tout autre livrable permettant de croiser les regards et de déterminer les actions nécessaires au bon aboutissement du projet de la CCI.

⇒ **Pour chacune de ces étapes**, le titulaire est engagé sur la production des livrables intermédiaires relatifs à :

- La restitution des échanges
- L'analyse des éléments
- Les préconisations d'actions pour les étapes suivantes

Ces livrables sont fournis à la CCI de Maine et Loire dans un **délai de 10 jours ouvrés**.

■ **Etape 3 - Co-construction en ateliers collaboratifs**

- Organisation et animation d'ateliers thématiques internes (stratégie pédagogique, accompagnement, innovation, international, développement partenarial, ingénierie de parcours, ...) et externes (vision à long terme, financements, besoins des entreprises, ...).

L'objectif de ces ateliers est de déterminer un projet stratégique et un plan d'actions qui répondront à l'enjeu majeur de ce projet : mobiliser et associer les parties prenantes.

Aussi, le titulaire devra organiser les ateliers avec les profils suivants :

- **Ateliers avec les élus et les parties prenantes externes** pour enrichir le diagnostic et valider les axes prioritaires.
- **Ateliers internes avec les équipes et managers** pour coconstruire les grandes orientations stratégiques.

La CCI de Maine et Loire mettra à disposition du titulaire les moyens nécessaires et sera facilitatrice de l'implication des parties prenantes en interne.

Le titulaire utilisera tout moyen innovant permettant de développer les ateliers de co-construction ; il présentera ces moyens dans son offre et les proposera à la CCI de Maine et Loire **dans les 10 jours avant le premier atelier**.



En outre, le titulaire devra :

- ⇒ **La restitution intermédiaire** pour partager les premières conclusions et recueillir les retours : rapport synthétique et visuel synthétisant les entretiens et consultations réalisés avec les représentants des parties prenantes. Ce rapport synthétique sera par ailleurs intégré dans le rapport de diagnostic défini à l'article 2.2.1 du présent document.
- ⇒ **Faire bénéficier la CCI de Maine et Loire de son expertise/vision complémentaire** pour orienter les axes stratégiques

#### ■ Etape 4 - Restitution intermédiaire et validation

- Restitution aux membres du Bureau CCI49/commission formation de l'ensemble des résultats des étapes 1 à 3 : cela comprend a minima les résultats de l'enquête externe et des ateliers de co-construction, ainsi que la présentation prévisionnelle des axes stratégiques. Ajustement des axes stratégiques en fonction des retours.  
Le formalisme de cette restitution est laissé au choix du titulaire.  
Le titulaire doit produire son rapport avant, **dans les 10 jours suivants** le dernier atelier de co-construction.

#### ■ Etape 5 - Communication et mise en œuvre

- Lancement du projet stratégique avec une communication coordonnée en interne et en externe.  
Le titulaire exécutera cette étape en lien avec la direction de la communication de la CCI de Maine et Loire, dont les coordonnées seront communiquées par la CCI de Maine et Loire lors de la dernière réunion de suivi avec le groupe de pilotage.  
Le titulaire se conformera à la charte graphique de la CCI de Maine et Loire et adaptera sa communication à la politique et stratégie de communication et à toute consigne qui lui seront transmises par la direction de la communication de la CCI de Maine et Loire.

#### 🕒 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) - Variantes

La CCI de Maine et Loire prévoit les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

- **PSE 1 : Organisation d'un séminaire départemental CCI Formation 49**
  - Organisation d'un événement rassemblant **élus, financeurs, directions et équipes formation** pour partager les grandes orientations stratégiques et renforcer l'adhésion.
  - Valorisation des contributions.  
→ *Offre de base et variante libre autorisée*
- **PSE 2 : Synthèse infographique et vidéo du projet stratégique**
  - Document de synthèse simplifié pour une **communication large et accessible**.
  - Courte **vidéo** de présentation, incluant des témoignages de managers, élus et partenaires.  
→ *Offre de base et variante libre autorisée*



## **2.2 Précisions sur les livrables attendus**

### **2.2.1 Rapport de diagnostic stratégique partagé avec les parties prenantes internes et externes**

Le rapport de diagnostic, rédigé en étape 2 définie ci-dessus, comprend :

- **Analyse contextuelle interne et externe**

Cette analyse intégrera les évolutions récentes (loi avenir notamment) et les tendances/enjeux structurels du secteur de la formation professionnelle en mettant en avant les impacts sur notre OF, mais aussi les leviers que cela représente pour le projet stratégique de la CCI de Maine et Loire- Le contexte d'uberisation de la formation devra également être pris en compte.

Par ailleurs, l'analyse intégrera l'engagement de la CCI dans une démarche RSE, en responsabilité vis à vis des entreprises et des apprenants qu'elle accompagne sur ces enjeux.

En outre, le contexte économique et territorial : dynamiques économiques, besoins émergents en compétences, tissu économique local et le contexte démographique devront être analysés.

Également, le contexte réglementaire et institutionnel ne pourra être ignoré : réformes récentes, exigences accrues en matière de qualité de la formation, l'enjeu des financements et du modèle économique autour de la formation.

Le titulaire intégrera par ailleurs les réflexions autour du réseau national des CCI : projet stratégique, place de la formation dans l'accompagnement des entreprises, articulation avec les politiques publiques territoriales, etc.

- **Analyse du monde de la formation**

L'analyse portera également sur les tendances et mutations du monde de la formation ; hybridation, modalités pédagogiques, évolution de la formation continue individuelle et reconversion (liée aux transformations économiques et sociétales), softs skills (pour s'adapter à un monde professionnel qui bouge).

- **Diagnostic**

L'état des lieux ainsi réalisé devra porter sur un diagnostic interne (forces, faiblesses, opportunités, menaces) et les contributions de l'équipe formation ainsi que des autres directions CCI associées dont la DTAE (Direction des Transitions et de l'Accompagnement des Entreprises)

Ce diagnostic comprendra en outre l'analyse des attentes et besoins des Elus (projet stratégique), des financeurs (OPCOs, Branches, Région, etc) et des partenaires stratégiques externes (Etat, partenaires académiques, etc).

Il comportera notamment une cartographie des acteurs clés internes (direction formation, autres directions CCI) et externes (financeurs, entreprises partenaires, institutionnels).

### **2.2.2 Document stratégique 2025-2035**

Le document stratégique 2025-2035 est le résultat des ateliers de co-construction définis à l'article 2.1 – Etape 3 du présent document.

Document coconstruit, le document stratégique intégrera les contributions des différentes parties prenantes ainsi que l'expertise du titulaire.

Le document stratégique comprendra également :

- Les axes stratégiques
- Leur déclinaison en actions concrètes
- Le plan d'actions détaillé, dont le calendrier de mise en œuvre ainsi que les indicateurs de suivi et les indicateurs de mesure d'impacts

Il sera annexé d'un tableau de bord stratégique collaboratif : le titulaire devra élaborer un outil de suivi partagé pour mesurer l'avancement des actions et rendre compte de l'impact aux financeurs et partenaires. Cet outil devra prendre appui sur les outils de monitoring de la CCI et de CCI Formation déjà en place.

### **2.2.3 Plan de communication interne et externe**

En lien avec la direction de la communication de la CCI, la stratégie globale, et les marchés publics en cours d'exécution sur les prestations de communication, le titulaire déterminera :

- **Le plan de communication interne** : kit de communication pour les managers, présentation synthétique pour diffusion en interne.
- **Le plan de communication externe** : document de présentation du projet pour les financeurs, partenaires et entreprises (format court, orienté résultats).

## **3. METHODOLOGIE – EXPERTISES ET COMPETENCES ATTENDUES**

### **3.1 Méthodologie**

Le titulaire devra mettre en œuvre une méthodologie participative et collaborative, reposant sur :

- Une écoute active des parties prenantes
- Des outils de facilitation pour faire émerger les contributions collectives.
- Un processus d'itération pour ajuster la stratégie en fonction des retours des différentes parties.

Le titulaire détaillera sa méthodologie dans son offre et sera engagé sur la mise en œuvre de l'ensemble des processus ainsi exposés.

### **3.2 Expertises et compétences attendues**

Face à un projet d'envergure pour la CCI de Maine et Loire, et au vu du contexte présenté en article 1 du présent document, la CCI de Maine et Loire souhaite bénéficier d'expertises particulières.

### ■ Expertise sectorielle et stratégique

Le titulaire ou l'équipe affectée à l'exécution du marché doit justifier d'une connaissance approfondie du secteur de la formation professionnelle- apprentissage, formation initiale, formation continue individuels et entreprises, VAE, bilans de compétences- ainsi que de l'environnement des CCI, de leurs enjeux et de leur rôle dans le développement économique territorial.

Cette expertise sectorielle et stratégique appuiera les réflexions du titulaire et permettra à la CCI de Maine et Loire de disposer des éléments nécessaires à sa prise de décision. La sensibilité aux enjeux humains est par ailleurs importante pour la bonne exécution du marché et la compréhension de ses enjeux.

### ■ Connaissance et capacité de projection sur les modèles économiques

Le titulaire ou l'équipe affectée à l'exécution du marché devra disposer d'une connaissance fine des politiques publiques et des dispositifs de financement liés à la formation professionnelle dans leur diversité (OPCOs, CDC, entreprises, France Travail, financement individuels et fonds publics régionaux, départementaux, européens, BPI, Banque des Territoires...).

Cette connaissance devra permettre d'apporter des conseils sur des modèles économiques viables (innovation en matière d'ingénierie financière) et adaptés aux évolutions des aides et des flux financiers de la formation et des CCI.

### ■ Capacité à fédérer et animer un collectif élargi dans une logique de co-construction, de concertation et d'adhésion

Le titulaire ou l'équipe affectée à l'exécution du marché doit justifier d'une expérience qualifiée en mobilisation collective pour être capable d'animer des ateliers participatifs réunissant des profils variés.

Cette expertise / expérience s'accompagne de techniques d'animation innovantes et de méthodes d'intelligence collective pour favoriser la mobilisation, la contribution et l'appropriation collective.

### ■ Capacités analytiques et méthodologiques

En outre, et sans que cette liste soit restrictive, le titulaire ou l'équipe affectée à l'exécution du présent marché devra justifier d'une expérience suffisante en termes d'accompagnement au changement, de communication et de capacité de synthèse stratégique.

## 4. AUTRES CONDITIONS D'EXECUTION

### 4.1 Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux de la CCI de Maine et Loire : 8 bd du roi René - BP 60626 - 49006 Angers .



Les prestations peuvent également s'exécuter sur les sites de formation d'Angers, de Cholet et de Saumur. La CCI de Maine et Loire indiquera le site concerné **au plus tard 5 jours ouvrés** avant le début de la prestation concernée.

Les prestations relatives à l'élaboration et la formalisation des livrables sont exécutées à distance, dans les locaux du titulaire. Les restitutions intermédiaires sont présentées en distanciel.

Les présentations du rapport de diagnostic, du document stratégique et du plan de communication sont exécutées dans les locaux de la CCI de Maine et Loire.

#### **4.2 Fournitures et matériels à la charge du titulaire**

L'ensemble des fournitures et matériels nécessaires à l'exécution des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

#### **4.3 Equipe dédiée**

Les intervenants ou le personnel du titulaire en charge de l'exécution des prestations du présent marché sont nominativement présentés dans l'offre (cadre de mémoire technique). Ceux-ci sont considérés comme constituant l'équipe dédiée à l'exécution de l'ensemble des prestations du marché.

Toute modification de l'équipe dédiée devra recevoir l'accord préalable expresse de la CCI de Maine et Loire.

Ces modifications, permanentes ou temporaires, se feront au minimum dans les conditions fixées au présent article et à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

#### **4.4 Désignation des représentants**

##### **4.4.1 Représentant de la CCI de Maine et Loire**

Il est fait application de l'article 3.3 du CCAG PI.

A ce titre, dès la notification du marché, la CCI de Maine et Loire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI de Maine et Loire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant la CCI de Maine et Loire.

##### **4.4.2 Représentant du titulaire**

Il est fait application de l'article 3.4 du CCAG PI.

A ce titre, dans son mémoire technique et dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la CCI de Maine et Loire, pour

les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la CCI de Maine et Loire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la CCI de Maine et Loire les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à la CCI de Maine et Loire toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **4.5 Cession des droits de propriété intellectuelle**

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG PI.

#### **4.6 Confidentialité**

Le titulaire du marché est tenu au respect du secret professionnel. Il s'interdit de divulguer de quelque manière que ce soit les informations et documents confidentiels remis dans le cadre du présent marché. mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

En effet, lorsqu'il participe à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Il s'assure que les éventuels contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Il informe sans délai la CCI de Maine et Loire des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.



La CCI de Maine et Loire se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une **pénalité d'un montant de 1 500€HT par constatation** puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

#### **4.7 Clause sociale – Clause dite « économique »**

Dans le cadre de l'engagement RSE de la CCI de Maine et Loire exposé en contexte du présent CCP, le titulaire est engagé sur l'exécution d'une clause sociale et d'une clause dite « économique » relative à la qualité de la relation fournisseurs.

##### **4.7.1 Clause sociale**

Le titulaire devra :

- Soit affecter un alternant déjà présent dans l'entreprise sur une partie des prestations du marché, qu'il est libre de déterminer et dont il exposera les modalités dans son cadre de mémoire technique
- Soit embaucher un alternant dans les 6 mois suivants le début d'exécution du marché, et l'affecter sur une partie des prestations du marché, qu'il est libre de déterminer et dont il exposera les modalités dans son cadre de mémoire technique
- Soit proposer une solution alternative en fonction de ses réseaux et actions déjà mises en place au sein de l'entreprise, et dont il exposera les modalités dans son cadre de mémoire technique.

Le titulaire disposera d'un **délai de 15 jours ouvrés** afin de produire, en cours d'exécution du marché, tout justificatif à sa convenance permettant à la CCI du Maine et Loire de s'assurer de l'exécution effective de cette clause.

Tout défaut d'exécution de cette clause et tout retard dans la transmission des éléments de contrôle sont susceptibles d'être sanctionnés par l'application de la pénalité correspondante, définie à l'article 11 du présent document.

##### **4.7.2 Clause dite « économique »**

Le titulaire devra déterminer la gouvernance optimale nécessaire à installer, puis développer, la qualité de la relation dite « fournisseurs » avec la CCI de Maine et Loire, dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire est libre de déterminer les modalités d'exécution de cette obligation, cependant il est tenu de prévoir a minima les moyens lui permettant d'assurer :

- La comitologie suffisante et la plus pertinente possible
- La qualité de la relation contractuelle et commerciale née du présent marché

Le titulaire disposera d'un **délai de 15 jours ouvrés** afin de produire, en cours d'exécution du marché, tout justificatif à sa convenance permettant à la CCI du Maine et Loire de s'assurer de l'exécution effective de cette clause.



Tout défaut d'exécution de cette clause et tout retard dans la transmission des éléments de contrôle sont susceptibles d'être sanctionnés par l'application de la pénalité correspondante, définie à l'article 11 du présent document.

## **CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

#### **■ Pièces particulières**

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de Maine et Loire fait seule foi et son annexe.

Ces pièces sont complétées, datées et signées par le titulaire pour acceptation sans réserve.

Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement des parties.

En cas de litige les pièces contractuelles s'appliqueront dans l'ordre hiérarchique prévu ci- dessus.

Tout document à valeur non réglementaire, qui ne serait pas répertorié à la liste des pièces contractuelles ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenue. Il ne pourra dès lors être opposé à la CCI de Maine et Loire.

De même, toute modification à apporter à l'une quelconque des pièces contractuelles ci-dessus, de quelque nature que cela soit, devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

#### **■ Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles – CCAG PI (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles)
- Le Code de la Commande Publique

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, le prestataire étant censé les connaître.

## 6. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

### 6.1 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire sera tenu de remettre tous les six (6) mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois.

Ces obligations s'imposent, en cas de groupement, à tous les cotraitants.

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec un prestataire, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de ce prestataire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à ce prestataire de faire cesser dans délai cette situation.

Le prestataire ainsi mis en demeure apporte à la CCI de Maine et Loire, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du prestataire.

## 7. DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

### 7.1 Durée du marché

Le marché est conclu de sa date de notification au 30 septembre 2026.

Ce marché ne donnera pas lieu à reconduction.

### 7.2 Délais d'exécution

Le planning de réalisation de chaque étape sera convenu entre les parties lors de la réunion de lancement d'exécution du marché.

Une fois convenu, **ce planning sera contractuel** et le titulaire sera engagé sur son strict respect. Cependant, la remise de l'ensemble des livrables définis à l'article 2.2 du présent document devra être effectuée au plus tard le 31 juillet 2026.

## 8. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

### 8.1. Nature des prix

#### ■ Mois d'établissement du prix du marché

Le mois de référence est le mois m0, mois de la date limite de remise des offres de la consultation pour laquelle le titulaire a remis son offre.

#### ■ Forme des prix

En application de l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont forfaitaires et unitaires.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des étapes listées de 1 à 5, ainsi que leurs livrables respectifs, tels que définis à l'article 2.1 du présent document.

Les prix unitaires concernent les prestations supplémentaires éventuelles (P<sup>SE</sup>) prévues à l'article 2.1 du présent document.

#### ■ Décomposition et sous-détail des prix

Les prix font, le cas échéant, l'objet d'une décomposition faisant ressortir :

- Les coûts par étape
- Les frais de déplacement
- En cas de groupement, la répartition par cotraitant.

### 8.2. Contenu des prix

#### ■ Unité de compte

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxes (€ HT).

#### ■ Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres. Ils couvrent l'ensemble des prestations à exécuter conformément aux stipulations du marché et aux prescriptions des lois et règlements en vigueur au mois M0 tel que défini ci-avant.

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment de toutes sujétions d'étude, de traitement de données, de déplacement ou de reproduction de documents et de fichiers informatisés, inhérentes à une exécution complète et conforme en tous points aux prescriptions et dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance entière et complète de tous éléments afférents à l'exécution des prestations qui lui sont confiées, avant d'établir son acte d'engagement.

### **8.3. Modalités de variation des prix**

■ **Forme des prix**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du marché.

■ **Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes pendant la durée totale du marché.

## **9. REGLEMENT DES COMPTES**

### **9.1. Rémunération**

Si le titulaire est un groupement, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) précise, poste par poste, la répartition des montants entre le mandataire et les différents cotraitants.

Les projets de décompte seront établis par le mandataire du groupement.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaudra alors, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer, soit directement, soit via le compte commun, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

### **9.2. Avances**

Le présent marché peut donner lieu à versement d'une avance, correspondant à 30% du montant total TTC du marché, dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-18 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur chaque acompte.

Le titulaire devra produire une facture d'avance qui sera déposée sur Chorus Pro.

### **9.3. Acomptes**

Un acompte peut être versé à la fin de chaque étape, après admission des prestations par la CCI de Maine et Loire

Le règlement des prestations par acompte et selon cette fréquence de paiement sera confirmé lors de la réunion de lancement d'exécution du marché

En cas d'accord, le titulaire devra produire une facture d'acompte (et d'avance, cf. article 9.2 ci-dessus) correspondant à la part des prestations admises par la CCI de Maine et Loire et conformément aux prix indiqués par sous-poste de la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire) remise par le titulaire lors du dépôt de son offre.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

#### **9.4. Délais de paiement- Intérêts moratoires**

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception sur Chorus Pro de la demande de paiement.

## **10. MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN**

### **10.1. Modifications du marché**

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique, dans les cas suivants :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux
- Des services supplémentaires sont devenus nécessaires
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché
- Les modifications ne sont pas substantielles
- Les modifications sont de faible montant

### **10.2. Clause de réexamen**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soient leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, la CCI de Maine et Loire se réserve la possibilité de modifier, par voie d'avenant :

- Le périmètre des prestations définies par étape, à la hausse comme à la baisse
- Les supports de communication attendus, à la hausse comme à la baisse
- Le nombre d'interviews individuels ou collectifs, à la hausse comme à la baisse
- Le périmètre du diagnostic, en cas d'évolutions réglementaires ou stratégiques, dès lors qu'elles sont en lien direct avec l'objet du marché

Dans tous les cas, la CCI de Maine et Loire interrogera le titulaire pour s'assurer de sa capacité à exécuter les prestations ainsi modifiées, et sollicitera de sa part un devis complémentaire ou rectificatif le cas échéant

Une fois l'accord bipartite convenu, la CCI de Maine et Loire formalisera les nouveaux termes du marché par voie d'avenant, qui sera notifié au titulaire avant tout début d'exécution.

## 11. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, la CCI d Maine et Loire est susceptible d'appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

### 11.1. Pénalité de retard

En cas de non-respect des délais contractuels et/ ou du planning contractuel, le titulaire encourt une pénalité de retard d'un montant de 200€ HT par jour de retard

### 11.2. Pénalité pour mauvaise exécution d'une partie ou des prestations

En cas de mauvaise exécution ou d'exécution partielle des prestations, le titulaire encourt une pénalité de retard d'un montant de 1000€ HT par constatation.

### 11.3 Pénalités pour non-respect des délais et modalités de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée

En cas de non-respect des délais et modalités de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire encourt une pénalité de retard d'un montant de 200€ HT par jour de retard/ constatation.

### 11.4 Pénalités pour non-exécution de la clause sociale et de la clause dite « économique »

En cas de non-exécution de la clause sociale et de la clause dite « économique » définies respectivement aux articles 4.7.1 et 4.7.2 du présent document, le titulaire encourt une pénalité de retard d'un montant de 200€ HT par constatation.

### 11.5 Pénalités pour non-exécution de la clause sociale et de la clause dite « économique »

En cas de retard dans la transmission des éléments de contrôle relatifs à l'exécution de la clause sociale et de la clause dite « économique » définies respectivement aux articles 4.7.1 et 4.7.2 du présent document, le titulaire encourt une pénalité de retard d'un montant de 60€ HT par jour de retard.

## 12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il est fait pleinement application de l'article 27 du CCAG PI.

## 13. FORCE MAJEURE- CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Il est fait pleinement application de l'article 24 du CCAG PI.

## 14. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG PI, les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties en application du chapitre IV du présent CCP, sont faites par écrit soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## 15. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-9 du code de la commande publique sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de la CCI de Maine et Loire l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

**Conformément à l'article R2142-27 du code de la commande publique, la CCI de Maine et Loire exige que les tâches essentielles suivantes soient exécutées uniquement par le titulaire :**

- **Pilotage du projet**
- **Expertise contextuelle et stratégique**
- **Analyses prévues à l'article 2 du présent CCP**

Le titulaire devra préalablement remplir une déclaration de sous-traitance, formulaire DC4 de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances.

Cette déclaration complétée dans toutes ses rubriques applicables et signée par le titulaire et son sous-traitant sera soumise à la CCI de Maine et Loire pour approbation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Tout sous-traitant éventuel devra disposer des mêmes agréments et accréditations que ceux demandés au titulaire pour réaliser ses prestations.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute avec exécution aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 36 du CCAG PI).

## 16. DONNEES PERSONNELLES

En complément de l'article 5.2 du CCAG PI et conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, le titulaire s'engage à :

- Garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, confidentialité, d'intégrité et de sécurité des données, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès en :
  - Prenant toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
  - Limitant l'accès aux données à un nombre restreint de personnes spécialement habilitées à cet effet, titulaires d'un mot de passe ;
  - Respectant son obligation de sécurité et de confidentialité à l'occasion de toute opération de maintenance ou de télémaintenance réalisée au sein de ses locaux
  - A ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
  - Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
  - Procéder en fin de marché à la restitution ou destructions des données, fichiers informatisés ou manuels figurant sur tout support ;
  - Apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels et techniques permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité, d'intégrité et de sécurité résultant du précédent engagement ;
  - Coopérer avec la CCI de Maine et Loire (ou autre dans toutes circonstances mettant en jeu son obligation de secret, confidentialité et de sécurité) ;
  - Et ce, afin que la CCI de Maine et Loire en tant que responsable de traitement dispose des informations lui permettant de veiller au respect de ses obligations.

Les traitements de données à caractère personnel devront s'effectuer sur le territoire français et ne pourront en aucun cas être mis en œuvre dans un pays hors de l'Union européenne ou dans un pays n'ayant pas un niveau de protection adéquat reconnu par le Groupe Article 29 et la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

La CCI de Maine et Loire se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtra utile pour constater le respect d'obligations précitées par le titulaire. En cas de non-respect de dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code Pénal.

La CCI de Maine et Loire pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

## 17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute natures causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI de Maine et Loire et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la CCI de Maine et Loire peut, après mise en demeure restée sans effets, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## 18. MISE EN DEMEURE - RESILIATION

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 37 du CCAG PI.

En complément de l'article 41 du CCAG PI, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 39.2 et 39.3 du CCAG PI, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du titulaire lors d'une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG PI, il est convenu entre les parties que la CCI de Maine et Loire est également dispensée de mettre en œuvre le dispositif de mise en demeure prévu audit article dans le cadre d'une résiliation pour faute fondée sur l'article 39.1.c du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, la résiliation pour motif d'intérêt général est, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 40 du CCAG PI, prononcée sans aucune autre forme d'indemnité. Cette résiliation pour motif d'intérêt général ne donne donc lieu à aucune forme d'indemnisation.

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent marché est expresse et notifiée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R.2191-31 du code de la commande publique s'applique de plein droit.

En outre, en application de l'article 27 du CCAG PI et selon les conditions de mise en œuvre prévues par ces articles, la CCI de Maine et Loire se réserve la possibilité de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

## 19. LITIGES - LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Nantes.

Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île-Gloriette BP 24111  
44041 Nantes Cedex 1

**Téléphone**

02 40 99 46 00

**Fax**

+33 2 40 99 46 58

**Email**

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20. DEROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations au CCAG PI sont les suivantes :

Articles du CCAG PI	Articles du CCAP portant dérogation
4.1	3
14	10
3.1	11
40	18
41.2	18